

**Arrêté n° 25-2025-11-25-00007**

**du 25 NOV. 2025**

Pris en application du titre I<sup>er</sup> du livre V du Code de l'environnement,  
actualisant et consolidant les prescriptions associées à l'autorisation (dont PREVAL HD est  
titulaire) d'exploiter :

- une unité de valorisation énergétique (UVE) des déchets ménagers et assimilés,
  - un centre de tri de déchets et
- une unité de broyage de bois et incinérables de déchèteries  
**dont l'ensemble forme le « Valopôle »**  
sur la commune de Pontarlier

**Le préfet du Doubs  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution de la commission européenne du 12 novembre 2019 (publiée au JOUE du 3 décembre 2019) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles (directive IED) ;

Vu le code de l'environnement, et notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

Vu le code de la justice administrative ;

Vu le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de Madame Nathalie VALLEIX, secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon ;

Vu le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 modifié relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets, relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 (et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les actes antérieurement délivrés à PREVAL HD (et anciennement au SMETOM), en particulier :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1<sup>er</sup> septembre 2004 (dont les prescriptions techniques se substituaient à celles des arrêtés préfectoraux n° 282 du 1<sup>er</sup> décembre 1987 et n° 518 du 6 février 1998),
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2006-2006-03676 du 20 juin 2006,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-0112-05674 du 1<sup>er</sup> décembre 2008,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2010-0607-02770 du 6 juillet 2010,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012-206-0006 du 24 juillet 2012,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-350-0030 du 16 juillet 2014 (centre de tri et unité de broyage),

- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5-2024-02-05-00010 du 5 février 2024 (imposant des prescriptions complémentaires suite réexamen au titre de la directive IED), pour l'unité de valorisation énergétique (UVE) de Pontarlier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-2025-03-25-00001 du 25 mars 2025 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée, approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022 ;

Vu le plan régional de prévention et de gestion des déchets de la région Bourgogne Franche-Comté annexé au schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) d'octobre 2024, dont les modifications ont été approuvées par arrêté préfectoral du 20 novembre 2024 ;

Vu le porter à connaissance du 2 février 2024 (complété notamment par la notice des dangers des installations modifiées dans sa version du 26/05/2025), mis à jour en date du 30/06/2025, relatif à la modification des conditions d'exploitation suite à la modernisation (incluant notamment la mise en conformité avec la directive IED) du Valopôle ;

Vu le rapport du 11 septembre 2025 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral codificatif transmis en dernier lieu le 9 septembre 2025 à l'exploitant et l'absence de remarque de ce dernier ;

Vu l'absence de remarques lors de la présentation du projet d'arrêté lors de la réunion du CODERST en date du 6 novembre 2025 ;

Considérant que les modifications du Valopôle décrites dans le dossier de porter à connaissance du 2 février 2024 modifié consistent principalement :

- à permettre la mise en conformité de l'UVE avec la directive IED susvisée, au moyen principalement :
  - d'un système de réduction catalytique (SCR) en vue de réduire les émissions d'oxydes d'azote à l'atmosphère,
  - d'une modification de la régulation de la combustion,
  - d'un dispositif d'analyse en continu du mercure,
- à améliorer la prévention des risques d'accident, et / ou à en limiter les conséquences pour l'ensemble des installations du Valopôle, au moyen principalement :
  - d'un système d'extinction automatique à eau (au niveau du centre de tri et de l'unité de broyage),
  - d'une modification du stockage des REFIOM (en silo et non plus en big-bags) à implanter et à déployer,

vont dans le sens d'une réduction des impacts environnementaux des installations ;

Considérant que les prescriptions applicables à l'établissement PREVAL HD de Pontarlier sont disséminées dans plusieurs arrêtés préfectoraux, et qu'il convient de rendre plus lisibles les obligations de l'exploitant en les regroupant au sein d'un acte unique ;

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs ;

**- ARRETE -**

**TITRE I<sup>er</sup> Portée de l'autorisation et conditions générales**  
**Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

**Article 1.1.1 - Autorisation**

Le présent arrêté définit les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter :

- les installations d'incinération de déchets ménagers et de valorisation énergétique,
- le centre de tri de déchets,
- l'unité de broyage de bois et d'incinérables de déchèteries,

au profit de l'établissement public PREVAL HD dont le siège est 2 rue des Tourbières, 25300 PONTARLIER. Les installations couvertes par la présente autorisation sont situées à la même adresse, et sont dénommées dans leur ensemble le « Valopôle ».

Les prescriptions du présent arrêté se substituent à toutes les prescriptions techniques des actes antérieurs concernant cet établissement.

Les conditions d'exploitation sont définies par les articles suivants.

**Article 1.1.2 - Localisation des installations**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles suivantes :

Commune	Parcelles	Surface
PONTARLIER	Sections BL et BM n°106, 119b, 120, 158,162, 165, 166,167, 204, 206, 211, 214, 218, 219, 221 à 227	386,4 ares

### Article 1.1.3 - Liste des installations classées

Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) visées à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement :

Rubrique	Régime (A, E, D, DC)	Désignation des installations	Niveau d'activité
3520-a	A	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	1 four de capacité nominale de 4,5 t / h avec un PCI de 2800 kcal / kg Puissance thermique nominale maximale 14,65 MW
2771	A	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910.	1 four de capacité annuelle nominale de 37 500 tonnes de déchets
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	<u>Unité de broyage (bois et incinérables de déchetteries) :</u> 38 t / j max.
2714-1	E	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	<u>Centre de tri :</u> - stock amont 1840 m <sup>3</sup> - stock aval : 1200 m <sup>3</sup> balles La capacité de stockage des balles est au maximum de 800 balles rangées sur 2 lignes et 3 hauteurs sur 460 m <sup>2</sup>  <u>Unité de broyage (bois) :</u> stock 900 m <sup>3</sup>
2716-1	E	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux	<u>Unité de broyage (incinérables de déchetteries) :</u>



Rubrique	Régime (A, E, D, DC)	Désignation des installations	Niveau d'activité
		<p>rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup></p>	- stock amont et aval 2000 m <sup>3</sup>
2910-A2	DC	<p>Combustion [...]</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	Chaudière gaz d'appoint et en secours de puissance : 10 MW
4511-2	DC	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t</p>	<p>Stockage des REFIOM :</p> <p>1/ en fonctionnement normal dans un silo (capacité 65 m<sup>3</sup>) pour une capacité max de 30 tonnes,</p> <p>2/ si silo indisponible, en big-bags, pour une capacité max de 26 tonnes ;</p> <p>Cendres sous chaudières :</p>

Rubrique	Régime (A, E, D, DC)	Désignation des installations	Niveau d'activité
			max 40 tonnes ; GNR (Gazole non routier) : max 2,6 tonnes Fioul domestique : max 8,5 tonnes Solution ammoniacale : max 32,2 tonnes <u>Total</u> : 139,3 tonnes max

Régime : (A) : autorisation ; (E) : enregistrement ; (D) : déclaration ; (DC) : déclaration avec contrôle

- Installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) visés à l'article L.214-1 du Code de l'Environnement :

Rubrique IOTA	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Surface interceptée
2.1.5.0	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	3,6 ha

Régime IOTA : D (Déclaration)

#### Article 1.1.4 - Réglementation IED

La rubrique principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 du code de l'environnement est la rubrique 3520. Le BREF applicable, relatif à la rubrique principale, est : « WI », Incinération des déchets.

#### Article 1.1.5 - Durée et validité de l'autorisation

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74, l'autorisation est délivrée sans limite de durée.

#### Article 1.1.6 - Agrément des installations : sans objet

### **Article 1.1.7 - Consistance des installations**

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un four (composé de trois grilles) d'une capacité nominale de 4,5t / h avec un PCI de 2800 kcal / kg, mis en service en 1989 et modernisé plusieurs fois (nouvelle génération de grilles en 2008 et ajout d'une régulation de combustion en 2023) ;
- une chaudière à récupération d'eau surchauffée de puissance utile de 11,5 MW suite à la modification notable effectuée en septembre 2022. À cette occasion de nouvelles chaînes de sécurité ont été ajoutées ;
- un dispositif de traitement des oxydes d'azote (NOx) de type catalytique (SCR) utilisant comme réactif une solution ammoniacale ;
- un procédé de traitement des fumées de type sec comportant principalement un filtre à manches et un réacteur avec injection de bicarbonate de sodium, de coke de lignite et de charbon actif pour l'abattement du mercure ;
- un silo d'une capacité de 65 m<sup>3</sup> pour le stockage des REFIOM ;
- un générateur d'ondes de chocs pour le ramonage de la chaudière (combustion d'un mélange de gaz méthane et oxygène) ;
- un économiseur d'une puissance de 795 kW, installé en aval de la SCR pour récupérer l'énergie fatale ;
- une unité d'évacuation et de traitement des mâchefers (séparation des métaux ferreux et non-ferreux) ;
- un bâtiment fermé : de stockage temporaire et de maturation des mâchefers, et de stockage temporaire d'ordures ménagères en balles ;
- un centre de tri des déchets ménagers et papiers ;
- une unité de broyage de bois et de déchets incinérables, issus de déchèteries ;
- un système de supervision et de mesures d'autosurveillance des rejets à l'atmosphère ;
- des utilités.

### **Article 1.1.8 - Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales (en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation) ;



- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles (en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation) ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **Chapitre 1.2 Conditions d'autorisation**

### **Article 1.2.1 – Conformité au dossier**

Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis des meilleurs techniques disponibles (MTD) et des conclusions du document BREF applicable.

### **Article 1.2.2 – Prescriptions applicables aux installations**

Sans préjudice des dispositions des arrêtés ministériels susvisés pris au titre de l'article L. 512-5 du code de l'environnement concernant certaines installations soumises à autorisation, le présent arrêté définit les prescriptions d'exploitation des installations classées présentes sur le site. Ces prescriptions s'appliquent également aux autres installations ou équipements non classés exploités dans l'établissement qui sont de nature (par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation) à en modifier les dangers ou inconvénients.

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à autorisation, à enregistrement et à déclaration sont applicables dans le respect des règles d'antériorité dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes ci-dessous :

- arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;
- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;
- arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé ;

- arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé ;
- arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé ;
- arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé.

### **Article 1.2.3 - Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code forestier, le code du travail, le code général des collectivités territoriales, le code de santé publique, le code du patrimoine, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Chapitre 1.3 Accident/incident**

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R.512-69 du code de l'environnement sont transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **Chapitre 1.4 Réexamen périodique (IED)**

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L. 515-28 et des articles R. 515-70 à R. 515-73 du code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R. 515-72 du code de l'environnement, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 1.1.3 du présent arrêté.

## **Chapitre 1.5 Cessation d'activité**

### **Article 1.5.1 - Définition de l'usage futur**

Sans objet.

### **Article 1.5.2 - Mise en sécurité et remise en état**

L'exploitant se conforme aux articles R. 512-39-1 et suivants, L. 512-6-1 du Code de l'environnement.

Lors de la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant assure, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

En outre, les dispositions spécifiques du Code de l'environnement en matière de mise à l'arrêt définitif des établissements relevant de la directive IED (art. R. 515-75) sont applicables à l'établissement, y compris si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

L'exploitant veille par ailleurs, pour toute nouvelle mise en place d'unité / équipement, à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis de la MTD 1 xiv), MTD reprise au point 2.1.14 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé (pour mémoire : « *Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise à l'arrêt définitif* »).

## TITRE II Prévention de la pollution atmosphérique

### Chapitre 2.1 Conditions de rejet

#### Article 2.1.1 – Captation et canalisations

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses provenant de la circulation d'engins, du stockage et du transport des déchets dans l'installation.

L'amélioration de la captation et de la canalisation des émissions est systématiquement recherchée, en vue de leur traitement et de leur dispersion atmosphérique optimaux.

#### Article 2.1.2 – Conduits et installations raccordées

Les emplacements des divers conduits sont repérés sur un plan tenu à jour de l'établissement.

N° conduit	Installation raccordée	Puissance ou capacité max.	Nature du rejet	Autres caractéristiques
1	Ligne « four/chaudière »	14,65 MW	Fumées épurées	Traitées et épurées par : 1\ injection de bicarbonate de sodium et coke de lignite 2 \ dépoussiérage via filtre à manches 3\ traitement des NOx dit « SCR Selective Catalytic Reduction »
2	Chaudière d'appoint eau surchauffée	10 MW	Fumées épurées	Combustible = gaz naturel
3	Broyeur bois et d'incinérables de déchetteries	10 t/h	Particules	Traitées par un dépoussiéreur

#### Article 2.1.3 – Conditions de rejets

N° conduit	Hauteur (m)	Débit nominal (Nm³/h) (1)	Vitesse mini. d'éjection (m/s)
1	33	39 421 Nm³ / h (2)	Au moins égale à 12 m/s

		37 530 Nm <sup>3</sup> / h (3)	
2	31	10 300 Nm <sup>3</sup> / h	Au moins égale à 5 m/s
3	Minimum 5 m	40 000 Nm <sup>3</sup> / h	Au moins égale à 8 m/s

(1) aux conditions de référence de température et de pression définies au chapitre 2.2

(2) pour un flux maximal de déchets incinérés de 4.5 t/h et dans les conditions d'injection d'eau dans le four

(3) dans les conditions « sans injection d'eau dans le four ».

## Chapitre 2.2 Caractéristiques des rejets canalisés

### Article 2.2.1 – Concentration et flux / UVE (conduit n°1 : « ligne four / chaudière »)

Le tableau ci-dessous définit les valeurs-limites en concentration et en flux à ne pas dépasser, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> (ou CO<sub>2</sub>) de 11 %, corrigée conformément à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié.

Sans préjudice des valeurs limites en concentrations réglementées par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé relatif aux meilleurs techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération, les valeurs limites suivantes ne doivent pas être dépassées.



**Poussières totales, COT, HCl, HF, SO<sub>2</sub> et NO<sub>x</sub> :**

Paramètre	Valeur moy. journalière (mg/Nm <sup>3</sup> ) NOC (*)	Valeur moy. journalière (mg/Nm <sup>3</sup> ) R-EOT (**)	Valeur moy. sur une demi- heure (mg/Nm <sup>3</sup> ) R-EOT (**)	Flux (kg/j)
Poussières totales	5	10	30	10
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	10	10	20	10
Chlorure d'hydrogène (HCl)	8	10	60	10
Fluorure d'hydrogène (HF)	1	1	4	1
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	40	50	200	50,2
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> ) exprimés en dioxyde d'azote	80	400	200	401

**Métaux :**

Paramètre	Valeur moy. journalière (mg/Nm <sup>3</sup> ) NOC (*)	Valeur moy. journalière (mg/Nm <sup>3</sup> ) R-EOT (**)	Flux (g/j)
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,02	0,05	48
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,02 (1)	0,05	48

Total des autres métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V)	0,3	0,5	504
---	-----	-----	-----

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage. Ces valeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

(1) un suivi des valeurs demi-horaires supérieure à la valeur de 0,04 mg/Nm<sup>3</sup> est réalisé

#### Dioxines et furannes :

Paramètre	Valeur moy. Journalière (ng/Nm <sup>3</sup> ) NOC (*)	Flux (µg/j)
<b>Dioxines et furannes chlorées (PCDD/PCDF)</b>		
Sur échantillonnage ponctuel lors des mesures réalisées en application de l'article 28-a de l'AMPG du 20/09/2002 susvisé	0,08	100,8
Sur échantillonnage à long terme lors des mesures réalisées en application de l'article 28-b1 de l'AMPG du 20/09/2002 susvisé	0,08	

*Nota : La méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage à long terme.*

*Lorsque l'échantillonnage à long terme comprend des périodes de conditions de fonctionnement autres que normales, la VLE reste applicable pour la moyenne de l'ensemble de la période d'échantillonnage. En cas de dépassement de la VLE, l'exploitant pourra indiquer la présence éventuelle de périodes OTNOC ayant impacté la mesure pendant la période de prélèvements.*

#### Ammoniac :

Pour les installations mettant en œuvre un dispositif de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés (ce qui est le cas en l'espèce) :

Paramètre	Valeur moy. Journalière (mg/Nm <sup>3</sup> ) NOC (*)	Valeur moy. journalière (mg/Nm <sup>3</sup> ) R-EOT (**)
Ammoniac (NH <sub>3</sub> )	10	30

\* : NOC = conditions normales de fonctionnement.

\*\* : R-EOT = conditions de fonctionnement autres que normales avec présence de déchets dans le four.

Les concentrations sont réglementées par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910-A2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le débit nominal des effluents gazeux est exprimé en  $\text{Nm}^3/\text{h}$ , rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en oxygène ( $\text{O}_2$ ) de 3 %.

### **Article 2.2.3 – Concentration et flux / dépoussiéreur broyeur (conduit n°3 : « Broyeur bois et incinérables de déchèteries »)**

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé :

1° Poussières totales :

- si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100  $\text{mg}/\text{Nm}^3$  ;
- si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40  $\text{mg}/\text{Nm}^3$ .

Le débit nominal des effluents gazeux est exprimé en  $\text{Nm}^3/\text{h}$ , rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

## **Chapitre 2.3 Nuisances olfactives**

### **Article 2.3.1 – Prévention des émissions odorantes**

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques.

À cet effet, l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles en matière de prévention des nuisances olfactives.

### **Article 2.3.2 – État des odeurs**

En cas de nuisances, le préfet peut demander à l'exploitant de faire réaliser une étude de dispersion avec une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de son site dans un rayon de 3000 mètres des limites clôturées des installations. Les concentrations d'odeur de chaque source d'émission olfactive identifiée sont déterminées à partir de mesures d'odeurs réalisées sur site (installations en fonctionnement).

Cette étude de dispersion est réalisée par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité.

Le mode de calcul utilisé pour l'étude de dispersion doit prendre en compte les conditions aérauliques et thermiques des rejets, ainsi que les conditions locales de dispersion, topographiques et météorologiques.

Les résultats sont transmis à l'inspection de l'environnement (installations classées) au plus tard dans les trois mois qui suivent la demande.

## **Chapitre 2.4 Surveillance des rejets dans l'atmosphère**

### **Article 2.4.1 – Surveillance des émissions atmosphériques canalisées**

#### **Conduit n°1 (Ligne « four/chaudière »)**

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations, conforme aux dispositions : de l'article 28 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé et de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

La surveillance des rejets atmosphériques se fait de façon à permettre de justifier le respect des prescriptions de l'article 2.1.1.

#### **Conduit n°2 (Chaudière d'appoint eau surchauffée)**

La surveillance (paramètres et fréquence) des rejets atmosphériques de la chaudière d'appoint est réalisée selon les prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susmentionné.

#### **Conduit n°3 (Broyeur bois et d'incinérables de déchetteries)**

Une mesure des rejets à l'atmosphère est réalisée au moins tous les 3 ans : débit et concentrations en poussières.

### **Article 2.4.2 – Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air et l'environnement**

L'exploitant met en place un programme de surveillance des effets sur l'environnement conforme aux dispositions de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé.

### **TITRE III      Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

#### **Chapitre 3.1 Prélèvements et consommations d'eau**

##### **Article 3.1.1 - Origine et réglementation des approvisionnements en eau**

Sans préjudice de la convention de raccordement du gestionnaire de réseau concerné, les prélèvements d'eau dans le réseau public d'eau potable sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement maximal	ICPE concernées
			Annuel (m³/an)	
Réseau d'eau	Pontarlier	X 953707.16 Y 6649624.63	10000	UVE (1)
Réseau d'eau	Pontarlier	X 953707.16 Y 6649624.63	1500	Centre de tri et broyage

(1) consommation d'eau notamment pour extinction des mâchefers, eau d'appoint des chaudières, appoint réseau de chaleur, lavage des sols des locaux, usage sanitaire, essais des installations de protection incendie dont arrosage des stocks en période estivale.

##### **Article 3.1.2 - Protection des réseaux d'eau potable**

Un ou plusieurs dispositifs de disconnexion (ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes) sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des aspirations de ces eaux dans les réseaux d'eau potable ou dans les milieux de prélèvement.

#### **Chapitre 3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet**

##### **Article 3.2.1 – Collecte des effluents liquides**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

L'exploitant distingue les différentes catégories de rejets suivantes :

- 1) les eaux pluviales de toiture ;



- 2) les eaux pluviales de voirie susceptibles d'être polluées ;
- 3) les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) confinées au sein d'un dispositif de rétention décrit à l'article 6.3.3 du présent arrêté ;
- 4) les eaux résiduaires, pour l'UVE se décomposant comme suit :
  - les eaux de lavage des zones de process et des zones de rétention (qui sont réinjectées dans le bac d'extinction des mâchefers) ;
  - les purges de la chaudière générant également les rejets d'éluats de traitement d'eau de chaudière ;
  - les rejets exceptionnels lors des vidanges lors d'opération de maintenance sur les chaudières ou circuit d'eau chaude ou surchauffée ;
  - les jus de fosse ;
  - les eaux d'égoutture provenant du refroidissement des mâchefers.
- 5) les eaux domestiques/sanitaires.

**- Eaux domestiques :**

Les eaux domestiques de l'établissement sont collectées par un réseau spécifique puis sont rejetées dans le réseau d'assainissement de la ville de Pontarlier pour être traitées par la station d'épuration urbaine. Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

**- Eaux pluviales de voiries et eaux résiduaires :**

Les eaux pluviales de voirie et les eaux résiduaires du Valopôle sont collectées dans un réseau spécifique puis traitées par 2 décanteurs - séparateurs à hydrocarbures (un pour l'UVE et un pour l'Unité de broyage et du Centre de tri). Elles transitent ensuite dans un bassin enterré de 50 m<sup>3</sup> du site, avant d'être dirigées vers le réseau d'assainissement de la ville de Pontarlier. Les rejets sont réalisés par bâchées vers la station d'épuration collective urbaine après vérification de leur conformité aux valeurs limites fixées à l'article 3.2 du présent arrêté. A défaut, les eaux industrielles doivent être traitées comme des déchets.

Ces eaux peuvent être réutilisées dans le process de traitement des mâchefers et alimenter le dispositif d'injection d'eau dans le four d'incinération.

En tout état de cause, tout rejet d'effluents dans le réseau des eaux usées communal se fait en accord avec la collectivité à laquelle appartient le réseau, conformément à une autorisation de raccordement au réseau public, et en accord avec le gestionnaire de l'infrastructure d'assainissement.

Cette autorisation fixe les caractéristiques maximales des effluents aqueux qui seront déversés au réseau. Elle énonce également : les obligations de l'exploitant en matière

d'autosurveillance des effluents dont il demande le traitement et les informations communiquées par l'exploitant de l'infrastructure d'assainissement.

Par ailleurs, le rejet d'eaux industrielles contenant une DCO chimique non traitable biologiquement par l'infrastructure d'assainissement à laquelle le réseau d'eaux usées communal est relié, est strictement interdit.

En cas de dépassement des concentrations limites de rejet fixées ci-après, les effluents non conformes contenus dans le bassin sont pompés pour être traités dans une installation dûment autorisée à cet effet.

Le dispositif décanteur – séparateur à hydrocarbures est muni d'un dispositif d'obturation automatique. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **- Eaux pluviales de toitures :**

Les eaux pluviales de toiture suivantes sont infiltrées ou recyclées :

- Noues pour le bâtiment de l'unité de broyage et de tri ;
- Bassin de recyclage pour le bâtiment de l'unité de broyage et de tri ;
- Bassin de recyclage pour le bâtiment mâchefers ;
- Puits d'infiltration pour les locaux administratifs de l'UVE ;
- Puits pour une partie des eaux du bâtiment de traitement des fumées.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eau souterraine ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

#### **Article 3.2.2 - Points de rejet**

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou	Conditions de raccordement
------	---------------------------	-------------------------	----------------------	--------------------------------	-------------------------------

				Station de traitement collective	
Pt N°1	X = 953729.112 Y = 6649758.25	Eaux résiduaires (pluviales de voiries et industrielles) du Valopôle	Réseau assainisseme nt	STEP de Doubs	Convention
Pt N°2	X = 953729.112 Y = 6649758.25	Eaux domestiques	Réseau assainisseme nt	STEP de Doubs	Convention

Tout autre rejet d'effluent susceptible d'être pollué autre que ceux prévus dans cet article, direct ou indirect, vers les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface sont interdits.

### Article 3.2.3 - Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du Code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Les eaux résiduaires autres que celles identifiées à l'article 3.2.1 sont collectées séparément et doivent être éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

## Chapitre 3.3 Caractéristiques des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Le rejet respecte les dispositions des articles 22 et 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur ;
- suppression des émissions de substances dangereuses prioritaires ;
- mise en place d'un programme de surveillance des émissions ;

- recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau dans le cas des contrôles effectués par un laboratoire extérieur ;
- réalisation de contrôles externes de recalage ;
- déclaration des résultats d'autosurveillance sous l'application GIDAF.

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides susceptibles d'être pollués sont prévus : un point de prélèvement d'échantillons, et des points de mesure (température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et à permettre des interventions en toute sécurité ainsi que des prélèvements et mesures représentatives du rejet et du fonctionnement des installations. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

### Article 3.3.2 - Concentration au point de rejet n°1

Le débit maximal est fixé par un document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte. Ce débit respecte la valeur maximale de 20 m³/h et 100 m³/j.

La température des effluents est inférieure à 30°C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5.

Les effluents sont conformes aux valeurs limites en concentrations définies ci-dessous :

Paramètres	Code Sandre	Concentration maximale (mg/l)	Flux max journalier (g / j)
Total des solides en suspension (MES)	1305	30 *	2400
Carbone organique Total (C.O.T)	1841	40 *	3200
Demande chimique en oxygène (D.C.O)	1314	125 *	10000
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	1387	0,01	0,8
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd)	1388	0,025	2
Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	2555	0,03	2,4
Arsenic et ses composés, exprimés en mercure (As)	1369	0,05	4
Plomb et ses composés, exprimés en plomb (Pb)	1382	0,06	4,8

Chrome et ses composés, exprimés en chrome (Cr)	1389	0,1	8
Chrome hexavalent et ses composés, exprimés en chrome (Cr VI)	1371	0,05	4
Cuivre et ses composés, exprimés en chrome (Cu)	1392	0,15	8
Nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni)	1386	0,10	8
Zinc et ses composés, exprimés en zinc (Zn)	1383	0,5	40
Antimoine et ses composés, exprimés en antimoine (Sb)	1376	0,9	72
Azote ammoniacal (NH <sub>4</sub> -N)	1335	30	2400
Sulfates et ses composés, exprimés en sulfates (SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup> )	1338	1000	80000
Ions fluorures (F-)	7073	15	1200
Cyanures libres (CN-)	1084	0,1	8
Hydrocarbures totaux	7009	5	400
Composés organiques halogénés (en A.O.X ou EOX)	1106	5	400
Dioxines et furannes (PCDD/PCDF)	7707	0,05.10 <sup>-6</sup>	0,04.10 <sup>-4</sup>

(\*) des valeurs plus élevées peuvent être admises résultant de la convention de rejet avec le gestionnaire du réseau d'assainissement collectif, sous réserve que la valeur n'excède par la valeur limite indiquée dans le tableau divisée par « 1-taux d'abattement » de la station collective.

### Chapitre 3.4 Surveillance

#### Article 3.4.1 – Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.



### **Article 3.4.2 – Contrôle des rejets**

#### **- Point de rejet n°1**

L'exploitant doit réaliser avant leur rejet par bâchée dans le réseau d'assainissement communal une analyse des eaux résiduaires stockées dans le bassin tampon. Cette analyse portera sur les paramètres suivants : pH, température, concentrations en demande chimique en oxygène (DCO), concentration en substances organiques exprimée en COT et quantité totale de matières en suspension (MES).

En outre, l'exploitant fait réaliser au minimum mensuellement par un laboratoire agréé des mesures des paramètres suivants : pH, température, DCO, DBO5, COT, MES, métaux (Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, Cr VI, Cu, Ni, Zn, Sb), ions fluorures, cyanures libres, azote ammoniacal, sulfates, hydrocarbures totaux, A.O.X.

Sous réserve qu'il soit démontré que les niveaux sont suffisamment stables, l'exploitant doit faire réaliser à fréquence semestrielle par un laboratoire agréé des mesures des dioxines et des furannes. À défaut de niveaux stables, la fréquence sera fixée à mensuelle.

Ces mesures font l'objet d'une analyse et comparaison afin de vérifier la conformité des valeurs prescrites à l'article 3.3.2 du présent arrêté.

### **Article 3.4.3 – Surveillance du sol**

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre (surfaces imperméabilisées afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines) et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers, surfaces imperméabilisées ...).

Une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée au moins tous les dix ans et porte au minimum sur les substances identifiées dans le rapport de base.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. Cette surveillance est réalisée en adéquation avec les zones à risques identifiées dans le rapport de base.

À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

### **Article 3.4.4 – Surveillance des eaux souterraines**

Les forages respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.

#### **Article 3.4.4.1 – Réseau de surveillance**

L'exploitant implante un réseau de surveillance de la nappe. Les ouvrages font l'objet d'une déclaration au titre de l'article L. 411-1 du code minier sur la base DUPLOS de déclaration unifiée pour les ouvrages souterrains. L'exploitant recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

##### **- Étude hydrogéologique**

Une étude hydrogéologique est réalisée afin de valider la pertinence du réseau de surveillance existant ou de proposer sa modification, d'identifier les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et de définir les critères retenus pour l'identification d'un impact. Ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation. Cette étude hydrogéologique peut le cas échéant consister en une mise à jour d'une étude antérieure.

##### **- Ouvrages supplémentaires**

Le réseau de surveillance est complété par l'implantation de nouveaux piézomètres si cela est rendu nécessaire. En particulier, si l'étude hydrogéologique conclut à la nécessité d'implantation de nouveaux piézomètres ou si les concentrations mesurées sur les ouvrages avals sont supérieures aux valeurs de gestion réglementaires, nécessitant une extension du réseau de surveillance de manière à répondre à l'objectif de définition de l'étendue du panache.

Lors de la réalisation d'un forage en nappe (surveillance ou prélèvement d'eau), toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

##### **- Gestion du réseau de surveillance**

L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susmentionné.

L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient en vue de garantir l'efficacité de l'ouvrage, la protection de la ressource en eau contre tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. À cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage selon les normes en vigueur et les règles de l'art, afin d'éviter la pollution des eaux souterraines. Un rapport

d'exécution est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant le comblement.

La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

#### ***Article 3.4.4.2 – Programme de surveillance des eaux souterraines***

La fréquence des campagnes de surveillance des eaux souterraines suivant les paramètres et depuis les points déterminés à l'article 3.4.4.1 du présent arrêté ne peut être inférieure à deux campagnes par an (une en période de hautes eaux et une en période de basses eaux).

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, et les compare aux valeurs de référence appropriées (arrêté du 11 janvier 2007, SDAGE du bassin Rhône – Méditerranée...) :

Paramètres		
Famille	Nom	Code Sandre
Paramètres généraux	Température	1301
	Potentiel d'hydrogène (pH)	1302
	Conductivité	1303
	DCO	1314
	Chlorures	1337
	Fluorures	1391
	Ammonium	1335
	AOX	1106
	Dioxines	
Hydrocarbures	Hydrocarbures – fraction C10-C40	7007
	HAP – sommes des 16 HAP	6136
	BTEX (somme)	5918
Métaux	Arsenic (As)	1369
	Cadmium (Cd)	1388
	Chrome (Cr)	1389
	Chrome VI (Cr VI)	1371
	Cuivre (Cu)	1392
	Fer (Fe)	1393
	Mercure (Hg)	1387
	Nickel (Ni)	1386
	Plomb (Pb)	1382
	Zinc (Zn)	1383

Cette liste de paramètres peut être élargie en tant que de besoin à l'initiative de l'exploitant ou sur demande de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par les arrêtés ministériels du 11 janvier 2007 et du 17 décembre 2008 susvisé, le SDAGE,...).

#### **Article 3.4.4.3 – Suivi piézométrique**

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse, un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF) ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

#### **Article 3.4.4.4 – Rendu**

Les résultats d'analyse des eaux souterraines sont transmis par voie électronique sur le portail GIDAF : <https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/connexion-gidaf>

Tout résultat transmis est accompagné de commentaires de l'exploitant. En cas de non-respect de valeur de référence ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux :

- le fait est explicitement signalé dans le commentaire ;
- la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués ;
- les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements de délais.



## **TITRE IV Déchets**

### **Chapitre 4.1 Principes de gestion**

#### **Article 4.1.1 - Production et gestion des déchets, principes généraux**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination.

L'exploitant ne peut éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes au sens de l'article L. 541-2-1 du Code de l'environnement.

#### **Article 4.1.2 - Séparation des déchets**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation vers les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets, sont interdits.

#### **Article 4.1.3 - Déchets pris en charge à l'extérieur de l'établissement**

L'exploitant remet les déchets à des personnes autorisées à les prendre en charge. Les installations destinataires des déchets, y compris en transit, doivent être régulièrement autorisées (agréées le cas échéant) à cet effet. L'exploitant doit pouvoir en justifier à tout moment.

##### **- Conditions de valorisation des mâchefers**

Les mâchefers peuvent, lorsque leurs caractéristiques le permettent (caractéristiques physico-chimiques et potentiel polluant), faire l'objet d'une valorisation dans les conditions fixées par la réglementation et notamment l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 susvisé.

L'exploitant vérifie que chaque chantier où l'utilisation des mâchefers de son établissement est envisagée, répond bien aux critères applicables de valorisation liés à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier ou de l'aménagement projeté, à la nature de l'usage et aux caractéristiques du lot de mâchefers.

L'exploitant s'assure, à l'issue de chaque chantier, de l'utilisation des mâchefers dans les conditions prévues par la fiche de données environnementales. Il doit pouvoir justifier du respect de ces conditions et tient les documents correspondants à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si les mâchefers ne peuvent être valorisés dans les conditions définies ci-dessus, ils doivent être éliminés dans des installations dûment autorisées au titre du Code de l'environnement.

#### **Article 4.1.4 - Déchets pris en charge à l'intérieur de l'établissement**

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) et d'accident (notamment par stockage séparé des produits incompatibles entre eux) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les déchets liquides sont stockés sur des capacités de rétention telles que définies au présent arrêté.

La durée d'entreposage des déchets dans l'établissement est au maximum d'un an. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas celle constitutive d'un lot normal d'expédition pour chaque type de déchets identifié à l'article 4.2.1. Une exception est possible pour les REFIOM et mâchefers pour lesquels la quantité doit être aussi réduite que possible.

#### **Article 4.1.5 - Traçabilité, exportation**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

L'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

### **Chapitre 4.2 Limitation de la production de déchets, et filières de traitement des déchets générés par l'activité du Valopôle**

#### **Article 4.2.1 - Déchets produits par le Valopôle, et filières de traitement**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Catégorie de déchets	Type de déchets	Code déchets	Provenance sur le site	Production (t/an)	Valorisation	Élimination
Non dangereux	Mâchefers	19 01 12	Résidus incinération (UVE)	6000	IME (*)	-
Non dangereux	Déchets de déferrailage des mâchefers	19 01 02	Résidus incinération (UVE)	650	x	-
Dangereux	REFIOM	19 01 07 *	Résidus incinération (UVE)	1200	-	ISDD
Dangereux	Cendres sous chaudières	19 01 15 *	Résidus incinération (UVE)	150	-	ISDD
Dangereux	Déchets liquides aqueux	16 10 01*		5	-	x
Non dangereux	Bois	19 12 07 17 02 01	Unité de broyage	500	x	

\* : IME : Installation (externe) de Maturation et d'Élaboration des mâchefers

**Chapitre 4.3 Agrément : sans objet**

**Chapitre 4.4 Épandage : sans objet**

## **TITRE V      Prévention des nuisances sonores et des vibrations**

### **Chapitre 5.1 Dispositions générales**

#### **Article 5.1.1 - Références réglementaires**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V - titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### **Article 5.1.2 - Véhicules**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du Code de l'environnement.

#### **Article 5.1.3 - Appareils de communication**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **Chapitre 5.2 Limitation des niveaux acoustiques**

Les zones à émergence réglementée sont constituées par l'intérieur et les parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse) des ensembles d'habitation et par les terrains situés sur des zones constructibles.

#### **5.2.1 - Mesures périodiques des niveaux sonores**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

#### **5.2.2 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	<b>Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)</b>	<b>Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que les dimanches et jours fériés)</b>
Point de mesure	70 dB(A)	60 dB(A)

### Article 5.2.3 – Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### Article 5.2.4 – Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## **TITRE VI Prévention des risques technologiques**

### **Chapitre 6.1 Dispositif de prévention des accidents**

#### **Article 6.1.1 – Localisation des risques**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion ou de risque toxique de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

#### **Article 6.1.2 - Étude de dangers**

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

#### **Article 6.1.3 - Vérifications périodiques et maintenance des équipements**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels et des équipements de sécurité et de lutte contre l'incendie (alarmes, détecteurs, exutoires, systèmes de détection et d'extinction, extincteurs, RIA, poteaux, etc.) et l'explosion (gardes hydrauliques des digesteurs, dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux, détecteurs gaz, etc.) mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels et équipements sont consignées sur un registre (ou dispositif équivalent) sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. De plus, l'exploitant met en place un programme de maintenance et d'étalonnage des moyens de mesures nécessaires à la détermination de chaque paramètre pris en compte pour l'évaluation de la performance énergétique, défini sous sa responsabilité. La périodicité de vérification d'un même moyen de mesure est au minimum annuelle.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection de l'environnement (installations classées) les registres et résultats du programme de maintenance et d'étalonnage précités.



#### **Article 6.1.4 - Atmosphères explosibles ou toxiques**

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux sont convenablement ventilés et dépoussiérés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants, afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés, et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

Dans les parties de l'installation recensées en application de l'article 6.1.1 du présent arrêté comme pouvant être à l'origine d'une explosion :

- les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R.557-7-1 à R.557-7-9 du code de l'environnement concernant les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles ;
- l'exploitant met en place des événements ou parois soufflables si nécessaire.

#### **Article 6.1.5 – Installations électriques**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

#### **Article 6.1.6 - Systèmes de détection et extinction automatiques**

##### **Article 6.1.6.1 – Risque incendie**

Les locaux et équipements techniques qui présentent un risque incendie disposent d'un dispositif de détection de fumée ou équivalent. Cette analyse est conduite en cohérence avec les prescriptions de l'article 6.1.1. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les différentes zones de procédé équipées de moyens de détection afin de prévenir les risques incendie sont *a minima* :

- la fosse de réception (UVE) ;
- la trémie au niveau du col de chargement du four ;
- les locaux électriques qui sont équipés de détection incendie adaptée ;
- la / les zone(s) de stockage d'ordures ménagères en balles ;
- les déchets combustibles entrants et triés au centre de tri ;
- la chaîne de tri ;
- les incinérables de déchetterie et le bois à l'unité de broyage ;

- le broyeur bois et d'incinérables de déchèterie et sa trémie.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

#### **Article 6.1.6.2 – Risque d'explosion et risque toxique**

Les locaux et équipements techniques qui présentent un risque explosion ou un risque toxique disposent d'un dispositif de détection de gaz. Cette analyse est conduite en cohérence avec les prescriptions de l'article 6.1.1. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs (CH<sub>4</sub>, H<sub>2</sub>S, etc.) avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

### **Chapitre 6.2 Dispositions constructives et équipements**

#### **Article 6.2.1 – Comportement au feu**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute propagation éventuelle d'un incendie. L'emploi de matériaux combustibles est aussi limité que possible.

L'exploitant met en place chaque fois que nécessaire des murs de degré coupe-feu adapté. De plus, il adapte le degré coupe-feu des ouvertures afin de garantir l'efficacité de la protection du mur.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Le bâtiment administratif est construit et aménagé en tenant compte des risques potentiels (explosion, incendie, gaz toxique, etc.).

Les salles de contrôle ou de commande (UVE / unité de broyage / centre de tri) doivent assurer une protection suffisante pour permettre, en cas de sinistre, la mise en sécurité des différentes unités et prévenir l'extension du sinistre. Elles doivent être accessibles en permanence et assurer une protection contre les risques éventuels de feu en cas d'incendie, de projection en cas d'explosion et de pénétration de substances toxiques en cas de fuite.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 6.2.2 – Désenfumage**

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2 permettant

l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation en référence à la norme NF EN 12101-2.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des zones à désenfumer donnant sur l'extérieur.

### **Article 6.2.3 – Accessibilité des services de secours**

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre du site et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie des installations. Cette voie respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres ;
- la hauteur libre est au minimum de 3,5 mètres ;
- la pente est inférieure à 15 % ;
- le rayon intérieur de giration est au minimum de 30 mètres ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum.

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin. Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée.

Pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures à chaque étage.

À partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

### **Article 6.2.4 – Moyens de lutte contre l'incendie**

Le site est équipé :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'une surveillance par gardiennage ou télésurveillance en permanence ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec – une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 6.1.1 ;
- un plan de masse plastifié (format A0) de l'ensemble du site et résistant aux intempéries, utilisable par les services d'incendie et de secours, installé à l'entrée de l'établissement. Ce plan présente notamment les accès aux bâtiments, la localisation des organes de coupure, les dispositifs de sécurité, la nature et la quantité des produits potentiellement présents.

Les installations sont dotées de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment :

***pour la défense interne des bâtiments et des aires extérieures contre l'incendie :***

- Une réserve incendie de 480 m<sup>3</sup> et un local pompes (conçus selon le référentiel APSAD R1/CEA 4001). L'ensemble des consommateurs incendie du site (RIA, rideau d'eau, canons et sprinklers) sont raccordés à cette réserve de 480 m<sup>3</sup>. Ces équipements permettent de sécuriser la protection du site en fiabilisant l'apport en eau.
- des extincteurs en nombre suffisant, judicieusement répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les règles d'installation sont conformes à la règle APSAD R4 ;
- 5 RIA dans l'UVE : 1 dans le bâtiment tri mâchefers, 2 sur le quai de déchargement, 1 au RDC usine, 1 dans le bâtiment traitement des fumées ;
- 3 RIA dans l'unité de broyage ;
- 5 RIA dans le centre de tri ;
- 2 canons à mousse disposés de part et d'autre de la fosse, commandés depuis la cabine du pontier (UVE) ;
- 1 rideau d'eau avec buses d'arrosage protégeant la vitre de la cabine du pontier de l'UVE ;
- 1 dispositif d'extinction automatique ou équivalent au niveau des batteries de condensateurs ;
- 1 dispositif d'extinction automatique ou équivalent au niveau des zones de stockages de déchets de l'unité de broyage et du centre de tri ;
- 1 dispositif d'extinction automatique ou équivalent au niveau de la trémie du col de chargement du four.

***pour la défense extérieure des installations contre l'incendie :***

- 2 poteaux d'incendie interne dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation



se trouve à moins de 100 mètres d'un poteau. Ceux-ci sont distants entre eux de 150 mètres maximum, et peuvent délivrer chacun simultanément un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression minimale de un bar pendant deux heures.

- 2 cannes d'aspiration reliées à la réserve d'eau d'un volume de 240 m<sup>3</sup> définie ci-après.

La réserve d'eau incendie d'une capacité de 240 m<sup>3</sup> respecte les caractéristiques suivantes :

- elle est enterrée ;
- elle est implantée à moins de 100 mètres des entrées de chaque cellule du centre de tri, hors de la zone de danger des 3 kW/m<sup>2</sup> définie par le scénario majorant de l'étude de dangers ;
- elle est maintenue disponible en permanence, utilisable en tous temps et accessible aux engins de lutte contre l'incendie ;
- elle est signalée au moyen de plaques de signalisation conformes à la norme NFS 61-221 ;
- elle dispose de 2 cannes d'aspiration dotées en leur partie supérieure d'un demi raccord permettant leur jonction avec les aspiraux des engins d'incendie du SDIS du Doubs ;
- la distance maximum entre la crépine et la pompe ne dépasse pas 8 mètres et la hauteur entre le plan de station et la crépine d'aspiration ne doit pas être supérieure à 5,50 mètres ;
- elle dispose de deux aires d'aspiration ayant chacune une surface de 4 m x 8 m (permettant la mise en station d'un engin d'incendie par aire), une force portante minimum de 160 kN et une pente maximale de 2 cm / m ;
- elle doit être maintenue hors gel toute l'année ;
- elle est éloignée d'au moins 30 m des installations pouvant être à l'origine d'un sinistre ;
- elle est entretenue régulièrement pour conserver les caractéristiques qui étaient les siennes au moment de la validation du dispositif par le SDIS.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement du bassin de stockage des eaux d'extinction (cf. chapitre 6.3).

#### **Article 6.2.5 – Tuyauteries d'usine**

Les tuyauteries de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes, signalées et protégées contre les chocs.

La canalisation de transfert d'eau ammoniacale entre la cuve de stockage et les installations de traitement des fumées est équipée d'un détecteur de fuite qui coupe le transfert d'eau ammoniacale.

### **Chapitre 6.3 Dispositifs de rétention et confinement**

#### **Article 6.3.1 – Rétentions**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

#### **Article 6.3.2 – Transports – chargement - déchargement**

Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.



Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel.

Le stockage et la manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides ou liquéfiés, sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et à empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Aucun dépotage de produits n'est autorisé entre 20 h et 6 h.

### **Article 6.3.3 – Confinement**

Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux d'entreposage ou de traitement des déchets est revêtu de béton ou de bitume, ou de matériaux ayant un niveau d'étanchéité similaire, et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.

Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie sont confinés afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les voiries et les zones extérieures imperméabilisées sont équipées de grilles et d'avaloirs de collecte des eaux pluviales. Tout épandage de liquide sur la surface du site est collecté par ce réseau puis conduit gravitairement vers le bassin de collecte des eaux de ruissellement du site. Ce bassin a une capacité de rétention de 540 m<sup>3</sup> minimale.

Spécifiquement pour l'UVE, le volume de rétention est composé d'un volume disponible en tout temps de 120 m<sup>3</sup> en fosse et de 120 m<sup>3</sup> dans un bassin enterré soit un volume total de 240 m<sup>3</sup> (venant s'ajouter aux 540 m<sup>3</sup> susmentionnés, qui concernent l'unité de broyage et de tri).

Pour l'unité de broyage et le centre de tri, l'exploitant associe à la capacité de rétention de 540 m<sup>3</sup> minimale la mise en place de barrières sur chacune des ouvertures du bâtiment permettant de retenir le flot des eaux d'extinction. Ces barrières ont une hauteur minimale de 30 cm. Leur mise en place est manuelle.

Le(s) bassin(s) de confinement est(sont) inspecté(s) et vidé(s) afin d'être opérationnel en permanence. Ce(s) bassin(s) est(sont) équipé(s) d'une vanne de fermeture manuelle et/ou automatique qui empêche le rejet des eaux vers le milieu naturel ou le réseau d'assainissement.

## **Chapitre 6.4 Formation du personnel et plan de secours**

### **Article 6.4.1 – Formation du personnel**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants du site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur :

- les risques inhérents aux installations ;
- la conduite à tenir en cas d'accident ;
- la conduite à tenir en cas d'incendie ;
- la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Le site compte une équipe d'intervention apte à mettre en œuvre et à utiliser les matériels de lutte contre l'incendie dont dispose l'établissement. Elle est entraînée à la manœuvre des moyens de secours au moins tous les ans.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer le maintien de la formation.

#### **Article 6.4.2 – Plan de lutte contre un sinistre**

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. L'exploitant établit pour son site un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre, les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs, la procédure permettant d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. Il est actualisé au moins une fois par an et en tout état de cause après chaque incident ou sinistre.

Un exercice de mise en œuvre de ce plan doit être organisé à une fréquence annuelle. La date et le compte-rendu d'exercice sont consignés sur un registre et tenus à disposition de l'inspection de l'environnement.

### **Chapitre 6.5 Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)**

#### **Article 6.5.1 – Mesures de maîtrise des risques**

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection de l'environnement (installations classées) et fait l'objet d'un suivi rigoureux par l'exploitant.

Cette liste comprend *a minima* les mesures de maîtrise des risques suivantes :

##### ***Éviter la propagation d'un incendie***

- détection incendie + moyens d'extinction incendie (moyens fixes + intervention du personnel + intervention du SDIS) + dispositions constructives du bâtiment (murs et portes coupe-feu /écrans thermiques).

##### ***Éviter une explosion au niveau des installations de combustion***

- détection gaz et ventilation + dispositifs de sécurité contre les surpressions de l'installation + maintenance.

##### ***Éviter l'explosion de tout nuage de gaz***

- consignes d'exploitation et de sécurité + détection gaz et incendie + vannes de coupure de l'alimentation en gaz asservi aux détections gaz et incendie.

***Éviter une pollution des sols et des eaux souterraines due aux eaux d'extinction incendie***

- rétention des eaux d'extinction incendie (au niveau du(es) bâtiment(s) et / ou du réseau d'eaux pluviales et des bassins de confinement) + vanne d'isolement des réseaux eaux pluviales de voirie.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les justificatifs de l'efficacité et du niveau de fiabilité des dispositifs de sécurité sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.

## **TITRE VII Conditions particulières applicables à certaines installations**

### **Chapitre 7.1 Unité de valorisation énergétique (UVE)**

Les prescriptions (applicables aux installations existantes) de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé et les prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 s'appliquent. Elles sont complétées par les articles ci-dessous.

#### **Article 7.1.1 – Capacité de l'installation et quantités maximales des déchets admis**

L'installation d'incinération est constituée d'un four d'incinération à grille de 4,5t/h à PCI 2800 kcal/kg au nominal (soit 5,06 t/h à PCI 2000 kcal/kg).

La capacité annuelle de l'installation est de 37 500 t/an pour les ordures ménagères résiduelles (OMr) et assimilés.

#### **Article 7.1.2 – Capacité d'entreposage des déchets**

L'installation est équipée d'un hall de déchargement.

Ce hall comporte :

- la fosse de réception des déchets d'une capacité de 1445 m<sup>3</sup> au maximum sur une profondeur de 10 mètres ;
- les quais de déchargement qui donnent sur la fosse de réception.

En fonctionnement normal, les déchets ne sont stockés que dans la fosse de réception.

#### **Article 7.1.3 – Origine géographique des déchets admis**

Les OMr et les déchets d'activité économique proviennent :

- des collectivités regroupées au sein de PREVAL HD ;
- de manière ponctuelle, d'une installation de traitement provisoirement à l'arrêt, implantée dans le Doubs ou un département limitrophe au Doubs, sous réserve de respecter le principe de proximité de gestion des déchets, tel que défini au point 4° du II de l'article L.541-1 du Code de l'environnement.

Cette possibilité, dans un contexte d'indisponibilité technique de l'installation de traitement, fait l'objet systématiquement d'une information préalable de l'Inspection des installations classées et d'un accord écrit. La demande ponctuelle de délestage contient notamment les éléments suivants :

- durée du délestage (dates de début et fin), tonnage (journalier, hebdomadaire et total) ;
- justification des capacités techniques à réceptionner et traiter des flux supplémentaires de déchets ménagers et assimilés, non prévus en fonctionnement normal de l'UIOM ;
- justification que les déchets sont bien en provenance de l'installation provisoirement arrêtée ;

- démonstration qu'il n'existe pas d'exutoire de proximité plus proche, disposant d'un vide de four (ou de fouille) suffisant pour l'admission de ces déchets ménagers et assimilés. Un courrier de chaque exutoire sollicité par l'installation provisoirement à l'arrêt, argumentant son refus, est notamment attendu.

Pour les déchets incinérés dans les conditions définies à l'alinéa précédent du présent article, ils sont comptabilisés dans la capacité annuelle d'incinération, et dans la part de déchets extérieurs autorisés, selon les critères fixés à l'article L. 541-25-1 du Code de l'environnement.

Les déchets suivants sont interdits :

- DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risques infectieux) ;
- déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n°1774/2002 ;
- déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection.

#### **Article 7.1.4 – Valorisation**

L'énergie produite lors de l'incinération des déchets est valorisée thermiquement, notamment dans le process de l'UVE et pour l'alimentation du réseau de chaleur urbain.

#### **Article 7.1.5 – Procédure d'acceptation préalable**

##### **Dispositions applicables à tous les déchets**

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans. Elle est conservée au moins deux ans par l'exploitant, sauf pour les boues de station d'épuration urbaine pour lesquelles l'exploitant conserve les données pendant 10 ans.

Une information préalable contient *a minima* les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :

- source et origine de la matière ;
- données concernant sa composition ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- conditions de son transport ;
- pour les matières entrantes dont les lots successifs présentent des caractéristiques peu variables, par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe VIIa de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.



**Dispositions supplémentaires applicables aux déchets d'activités économiques :**

Les déchets d'activité économique sont en plus soumis à la procédure d'acceptation préalable définie ci-dessous :

- production chaque année par l'apporteur de déchets (qu'il s'agisse d'une entreprise apportant ses propres déchets, ou d'une entreprise de collecte et de regroupement), d'un document comprenant toutes les informations utiles permettant de statuer sur le caractère dangereux ou non des déchets en référence aux annexes I et II de l'article R 541-8 du Code de l'environnement ;
- tenue et archivage par l'exploitant des décisions prises au regard du document précédent. A chaque décision sont annexés : ce document, ainsi que les résultats des analyses effectuées le cas échéant. Les décisions de refus sont archivées à part ;
- contrôles visuels (inspection visuelle lors du déchargement) et contrôle de la radioactivité.

**Article 7.1.6 – Portique de détection de radioactivité**

Le site est équipé d'un portique de détection de la radioactivité dont le seuil d'alarme est fixé par l'exploitant pour assurer l'interdiction d'accès au site à tout chargement contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection. Ce portique est installé en amont des ponts-basculés.

En cas de déclenchement du portique, l'exploitant prévient systématiquement l'inspection des installations classées et se conforme au « *Guide sur la méthodologie à suivre en cas de déclenchement* » annexé à la circulaire du 25 juillet 2006 relative à l'acceptation de déchets à radioactivité naturelle renforcée ou concentrée dans les centres de stockage de déchets.

**Article 7.1.7 – Conditions de combustion**

Il est rendu compte trimestriellement et annuellement des heures de fonctionnement des brûleurs d'appoint ainsi que de la quantité de combustible consommée.

Le combustible utilisé est le gaz naturel.

**Article 7.1.8 – Indisponibilité des dispositifs de traitement et de mesures en continu**

Lors des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques :

- la teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m<sup>3</sup>, exprimée en moyenne sur une demi-heure ;
- les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.

**- Indisponibilité des dispositifs de traitement**

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques de l'installation d'incinération, de traitement des rejets atmosphériques pendant lesquels les concentrations



dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées, ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.

- Indisponibilité des dispositifs de mesure en continu à l'exception du mercure

Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.

- Indisponibilité des dispositifs de mesure en continu du mercure

Pour le suivi en continu des rejets atmosphériques du mercure, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif ne peut excéder 500 heures sur une année.

- Indisponibilité des dispositifs de mesure semi-continu

Sur une année le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation.

**Article 7.1.9 – Dispositions constructives et prévention des risques**

Le four est équipé d'un évent situé à son sommet (trappe d'expansion) qui permet de diriger les effets d'une éventuelle explosion vers le haut et sans ruiner les infrastructures du reste du process (trémies, fosse, installation de traitement des fumées, etc.).

La fosse de réception des déchets d'une longueur de 13,75 m sur une largeur de 10 m est entourée de murs bétons de 10,5 m de hauteur sur chacune de ses faces. Ces murs font office d'écrans thermiques de degré coupe-feu 2 heures (EI120). La salle de supervision donnant sur la fosse de réception des déchets est séparée par une vitre protégée par un rideau d'eau.

Cette fosse est étanche et permet de collecter et de pomper les éventuels jus de stockage apportés par les déchets.

Les deux canons d'arrosage en partie haute de chaque trémie sont pilotés par des électrovannes à sécurité positive.

## **Chapitre 7.2 Installation de mise en balle d'OM**

**Article 7.2.1 – Procédure**

À l'occasion des arrêts techniques de maintenance ou des périodes d'indisponibilité du four, ou lors de la réception d'excédents saisonniers, les OMr et les incinérables de déchetteries sont repris et mis en balle par une presse. Ces balles sont protégées par un film en polyéthylène, suffisamment résistant et épais, de manière à pouvoir résister à la manipulation des balles, à être étanche aux intempéries et à éviter l'émission d'odeurs gênantes. Sur chaque balle devra être inscrite de manière indélébile sa date de fabrication. La balle ne devra pas dépasser 1,3 m de diamètre.

Les balles sont acheminées par chargeur sur une aire étanche de 800 m<sup>2</sup> maximum, réservée à cet usage sous le hangar couvert et fermé présent sur le site.

L'exploitant consigne dans un registre tenu à disposition de l'inspection de l'environnement pendant une durée de trois ans :

- la date de fabrication et l'emplacement des balles sur les aires de stockage ;
- le tonnage de déchets mis en balles et stockés sur le site ;
- le tonnage de déchets en balles incinérés.

#### **Article 7.2.2 – Localisation et quantités de balles d'OMr / déchets incinérables**

Les quantités maximales d'ordures ménagères / déchets incinérables susceptibles d'être stockées en balles s'élèvent à 750 tonnes (ou 900 balles). Le stockage est réalisé uniquement à l'intérieur du hangar de stockage.

La hauteur de stockage ne doit pas dépasser 4 rangées successives, soit 5 mètres environ.

Tout stockage de balles en dehors des aires spécifiquement réservées à cet effet est strictement interdit. Celles-ci sont régulièrement nettoyées et entretenues.

Depuis sa fabrication, une même balle ne devra pas être stockée plus de 8 mois.

Les aires de stockage sont maintenues en permanence dans un bon état de propreté. Un contrôle visuel de l'état des balles stockées est effectué quotidiennement.

Toute balle percée ou détériorée doit être incinérée rapidement.

Un traitement anti-odeur est effectué régulièrement (pulvérisation de réactifs sur balles) et notamment après les périodes de déstockage.

### **Chapitre 7.3 Installation de traitement des mâchefers**

Les aires de stockage sont maintenues propres en permanence. Après chaque opération de chargement ou de déchargement, les aires utilisées seront nettoyées. Les produits récupérés seront stockés avec les mâchefers.

L'aire de stockage et de manutention des mâchefers est située à l'intérieur d'un hangar couvert et clos, subdivisé en alvéoles.

Cette aire ne reçoit que les mâchefers de l'UVE de Pontarlier, et sa capacité maximale est de 3 lots mensuels (soit 1500 m<sup>3</sup>).

Il est interdit de déposer des mâchefers sur les aires de circulation et de stationnement.

Les installations doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions atmosphériques diffuses. Les mâchefers seront humidifiés autant que de besoin pour éviter les envols de poussières.

### **Chapitre 7.4 Centre de tri et unité de broyage**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, s'appliquent. Elles sont complétées par les articles ci-dessous.

Le fonctionnement des installations est prévu de 5 h à 21 h du lundi au samedi.

#### **Article 7.4.1 – Nature et quantité maximale des déchets dont l'admission est autorisée**

Les déchets ménagers recyclables et assimilés sur l'unité de tri sont issus prioritairement des collectes sélectives des déchets ménagers recyclables des collectivités regroupées au sein de PREVAL HD ainsi que de la collecte de papiers / cartons des déchetteries exploitées par PREVAL HD, ou accessoirement issus d'autres centres de tri dans le respect du plan régional de prévention et de gestion des déchets de la région Bourgogne Franche-Comté.

Les déchets admis sur le site et les quantités maximales présentes sont celles des tableaux suivants, correspondant aux diverses zones du site :

Zone « réception collecte sélective vrac » (repère A du plan annexé)		
Code déchet	Dénomination et quantités maximales présentes.	Stockage
15 01 06	Collecte sélective papier / carton / plastique / métaux en mélange	Stockage couvert
19 12 04	Plastiques en mélange (films, bouteilles) Quantité maximale = 1285 m <sup>3</sup>	

Zone « papier/carton amont » (repère B du plan annexé)		
Code déchet	Dénomination et quantités maximales présentes.	Stockage
15 01 01	Papier / cartons	Stockage couvert
19 12 01	Quantité max = 210 m <sup>3</sup>	

Zone « alvéoles cabines de tri » (repère C du plan annexé)		
Code déchet	Dénomination et quantités maximales présentes.	Stockage
19 12 01	Papier & carton (dont ELA-Tetra Pak)	Stockage couvert
19 12 04	Plastique (films & bouteilles)	
19 12 03	Aluminium	
19 12 02	Acier	
19 12 12	Refus Quantité maximale = 345 m <sup>3</sup>	

Zone « incinérables de déchetteries » de l'unité de broyage (repère D du plan annexé)		
Code déchet	Dénomination et quantités maximales présentes.	Stockage
20 03 01	Incinérables de déchetteries amont et aval  Quantité max = 2000 m <sup>3</sup>	Stockage couvert

Zone « Stockage matières Aval » (Repère E du plan annexé)		
Code déchet	Dénomination et quantités maximales présentes.	Stockage
15 01 01	<u>Papier/carton/plastique :</u>	Stockage couvert
15 01 02	En balles par catégorie	
15 01 04	<u>Déchets métalliques :</u>	
15 01 05	Acier vrac en alvéole	
20 01 01	Aluminium en balles	
20 01 39	Quantité maximale 1200m <sup>3</sup>	

Les codes déchets sont ceux de l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 (art. R 541-7 du code de l'environnement).

**Les déchets ci-après sont interdits (hors aléa de collecte) :** déchets fermentescibles, ordures ménagères, déchets inertes, boues de toutes natures, matières de vidange, déchets dangereux, déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux, déchets liquides (même en récipient clos), déchets industriels spéciaux, déchets non refroidis, tout gaz comprimé ou liquéfié, tous les déchets présentant un caractère inflammable, comburant, explosif, toxique, corrosif, dangereux, radioactif, pulvérulent, contaminant.

**- Déchets dangereux produits par le centre de tri**

Dans tous les cas, la quantité de déchets dangereux présents dans l'installation, liée à l'aléa de collecte à caractère accidentel, ne doit pas dépasser une tonne.

Un registre des déchets dangereux produits (nature, tonnage, filière de traitement, mentions de danger,...) est tenu à jour.

#### **Article 7.4.2 – Stockage des déchets**

L'exploitant tient à jour un état des stocks indiquant la nature, la quantité et les mentions de dangers des produits et déchets dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état des stocks est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant est à même de justifier à tout moment des quantités présentes en référence à ce qui précède.

L'admission des déchets, le stockage, les opérations de tri sont conformes à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé.

#### **Article 7.4.3 – Dispositions constructives du centre de tri et de l'unité de broyage**

Les locaux abritant l'installation doivent présenter la caractéristique de réaction au feu minimale suivante : matériau de classe A1 selon NF EN 13 501-1 (incombustible).

Les bâtiments de l'installation et les locaux intégrés doivent présenter les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- murs extérieurs dans le périmètre des stockages entrant et sortant REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- murs séparatifs, portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 60 (coupe-feu de degré 1 heure) ;
- local TGBT murs coupe-feu de degré 2 heures.



## TITRE VIII

## Exécution

### Article 8.1 - Publicité

Le présent arrêté est notifié à PREVAL HD.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Pontarlier, et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Pontarlier pendant une durée minimum d'un mois ;
- 3° Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Doubs pendant une durée minimale de quatre mois, ainsi qu'au Recueil des Actes Administratifs.

### Article 8.2 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Besançon ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

### Article 8.3 - Exécution

Mme la Secrétaire générale de la préfecture du Doubs, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (installations classées), la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS), l'exploitant PREVAL HD, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur sera adressé ainsi qu'au Maire de Pontarlier.

Fait à Besançon, le 25 NOV. 2025

Le Préfet

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Nathalie VALLEIX

Annexe I - plan de masse de l'unité de broyage



